

Une métropole, c'est un projet.

Intervention de François Hollande le 25 novembre 2024 aux Capucins

Je ne suis pas venu ici à Brest pour recevoir un hommage. Même si de mon vivant, je trouve gratifiant de pouvoir, ici, trouver un consensus que j'ai eu bien du mal à obtenir lorsque j'étais moi-même le chef de l'État. Non, je suis venu ici pour rendre hommage.

Rendre hommage aux métropoles et à Brest Métropole en particulier.

Une métropole, ce n'est pas simplement une histoire, une géographie, un statut. Ce n'est pas simplement une structure. C'est un projet. Une métropole, ce n'est pas une identité qui voudrait s'affirmer, c'est une idée qui veut définir ce que peut être un avenir commun. Ça inclut, une métropole. Et cette idée, c'est celle qui a été portée par des femmes, des hommes, les hommes à l'époque étaient plus nombreux, il y a cinquante ans. Georges Lombard et les maires qui l'ont accompagné avaient cette volonté de créer une communauté qui pouvait- le mot n'était pas forcément employé à ce moment-là en termes de structures administratives, mais déjà l'idée de métropole d'équilibre existait.

Et donc c'était cette volonté de créer ce qui pouvait représenter un territoire avec une force particulière et une vision. Et c'est ce qui a sans doute conduit vers la communauté urbaine.

Une métropole ne se définit pas seulement par une taille de population. Ni même par un volume budgétaire. Mais par une ambition. Une capacité à pouvoir engager pour longtemps, des décisions qui vont changer un territoire. Cette volonté-là, elle n'a jamais faibli à Brest.

Il y a eu donc, d'abord, cette adhésion à ce statut de communauté urbaine, puisqu'il y avait des statuts de communautés urbaines qui étaient prévus de s'imposer à des grandes collectivités comme Lyon, Strasbourg, Bordeaux. Et puis, il y avait des territoires qui ont demandé à être communauté en 1967. C'est ainsi que Brest est devenue une communauté urbaine comme d'autres villes de France. Et puis, au fur et à mesure du temps, y a eu de l'intégration : l'intégration fiscale, l'intégration budgétaire. Et c'est vrai que Pierre Maille y a beaucoup contribué.

Et puis arrive la période où, sous mon autorité, le gouvernement engage un certain nombre de réformes administratives. Pour vous donner mon expérience, à l'époque, il y avait une exigence de faire des économies. Déjà. Et notamment sur les collectivités. Avec l'idée qu'il faudrait supprimer un échelon de collectivité, le mille-

feuille. Demander à un président plutôt gourmand de supprimer le millefeuille, déjà, c'était sans doute osé.

Mais demander à un Président de la république qui avait été président du conseil général, ce n'était pas forcément le conduire à supprimer le département. Et dans toute cette réflexion que menait Marylise Lebranchu, elle n'avait pas beaucoup de facilité pour arbitrer, savoir ce qu'il convenait de supprimer ou de ne pas supprimer. Et avant même de définir des grandes régions dont la Bretagne a été exonérée, il y a eu la nécessité de fixer précisément ce que pouvaient être les métropoles.

Les métropoles donc, Nathalie y est revenue, ont été définies par rapport à la taille de population. 400 000. Et donc Brest n'était pas dans la première série de métropoles.

Il a donc fallu qu'il y ait un combat, mené par des élus, par des personnalités, pour convaincre. François Cuillandre a été particulièrement insistant. Il savait que j'avais une relation particulière avec la ville de Brest, pour plein de raisons. Et donc il me disait : ce n'est pas imaginable que Brest ne puisse pas être une métropole. Je regardais la population, elle n'était pas de 400 000, même si on additionnait le Finistère nord et le Finistère sud pour rester sur la démarche que le préfet nous a proposée, mais c'était difficile de donner le chiffre de 400 000.

Il fallait donc trouver une justification, et c'est là que je veux en venir. Il faut qu'une métropole ait une justification. Pas simplement par les fonctions qu'elle exerce, mais par le rôle qu'elle a dans le pays. Et c'est en ce sens que l'argument principal a été que Brest, par la présence de la défense nationale, par le rôle de la recherche, qui était déjà éminent ici, sur ce territoire, sur cette pointe, par rapport à ce que pouvaient donner les énergies nouvelles, par rapport aussi à l'université et au centre hospitalo-universitaire. Oui, il y avait une dimension qui justifiait que Brest fut une métropole.

La décision, grâce au parlement, fut donc de reconnaître Brest métropole.

Ça m'a valu des récriminations de beaucoup d'autres villes. Pourquoi Brest et pas d'autres ?

Alors je disais : mais vous n'êtes pas à la pointe de la France.

Vous n'avez pas de sous-marins.

Vous n'avez pas, comme le disait l'amiral, 17 000 personnes qui travaillent pour l'État.

Vous n'avez pas cette capacité que Brest a d'être, ici, dans cette partie de la Bretagne, une métropole.

Néanmoins, sachez bien que plusieurs villes de France, grâce à Brest, ont pu avoir le statut de métropole. Et si vous allez à Dijon ou à Tours, vous Brestois, rencontrer

les élus qui se prétendent être à la tête d'une métropole, vous leur dites, si vous êtes là c'est parce que nous, à Brest, nous avons été métropole.

Une métropole, c'est aussi des femmes et des hommes qui incarnent un territoire. Dans la définition que l'on peut donner de responsables politiques, il y a ceux qui gèrent et ceux qui rêvent. Ceux qui gèrent ont un rôle particulier, faut-il encore qu'ils atteignent les objectifs qu'ils ont fixés. Je ne reviendrai pas sur l'actualité récente qui laisse penser que ceux qui gèrent ne le font pas toujours de manière optimale.

Et puis, il y a ceux qui rêvent et qui n'ont pas forcément la capacité de traduire, dans la réalité, leur imagination. Et c'est pour ça que je dirais qu'ici, il y a eu des femmes et des hommes qui ont fixé un cap et qui s'y sont tenus. Sans doute que le fait d'être un pays de marins a fait que ce cap avait un sens. Et que le temps long avait une résonance.

On sait bien qu'il faut des étapes et on sait très bien qu'il faut à chaque fois que l'on va avancer, que l'horizon va lui-même nous donner d'autres objectifs.

Et s'il y a un mot qui caractérise les élus de ce territoire, en particulier François Cuillandre, c'est la ténacité.

La ténacité, c'est très pénible pour ceux qui ont affaire à ce type d'élus. Parce que vous pensez à un moment les satisfaire, donc avoir répondu à leurs demandes, leurs exigences, et vous vous apercevez qu'il y en a d'autres et que ça ne finit jamais. C'est ça la ténacité.

Donc ça permet à des territoires qui ne sont pas toujours les mieux dotés du pays d'avoir, justement des développements considérables. Si je veux vous dire une part de leçons de l'expérience, c'est que, selon les territoires, selon les élus qui les représentent, les développements vont être différents. Et qu'on peut se dire qu'une ville, un département, une région selon l'équipe qui va l'animer, eh bien, l'avenir de ce territoire sera différent, alors même que les conditions peuvent être identiques entre les territoires.

Alors, comment pourrait-on définir la ténacité ? C'est de tenir ferme sur l'objectif. De tenir bon dans la durée. Et de tenir ensemble. Et c'est la fonction d'équipe qui compte dans une métropole et j'en ai eu la démonstration ici.

Bien sûr qu'il y a un président. Il faut toujours qu'il y ait un président. Mais il faut qu'il y ait, autour de lui, une équipe, d'ailleurs souvent transpartisane, qui va créer cette dynamique et qui va s'engager pour amener les communes qui font partie de

cette entité qu'est la métropole- qui doivent être respectés- mais qui vont les conduire à travailler pour le bien commun.

Eh bien, cette leçon de ténacité, cette leçon de collectif, cette leçon d'ambition et de durée, ça ne vaut pas simplement pour une métropole, fut-elle celle de Brest. Ça vaut pour le pays tout entier. Et à un moment où la France est tentée comme d'autres nations par le repli, par la division, par le sectarisme, par les peurs, il faut garder, peut-être, la leçon que nous donne Brest métropole.

Il faut être fort, en étant néanmoins différents.

Il faut être ouvert aux autres, en étant lucides.

Il faut être fiers en étant accueillants.

Mais la condition de tout, c'est d'avoir une vision partagée et des règles de vie en commun. Une population a besoin de savoir où elle va et ce que peut être son destin, non pas dans quelques années, mais sur plusieurs décennies. C'est ce qui manque aujourd'hui.

Eh bien, à Brest, cette population sait depuis cinquante ans d'où elle vient, où elle va. Elle vous demande pour le reste du siècle d'être à la hauteur de ces cinquante dernières années.